

Lettre de Nicolas Sarkozy en date du 16 avril 2007

Paris, le 16 avril 2007

Monsieur le Président,

Ce fut un plaisir de vous recevoir, et même une grande fierté. J'ai apprécié la franchise et la dignité de vos propos. Notre échange a interrogé l'identité même de la France. Il restera un moment fort de cette campagne et plus encore dans ma mémoire.

Avant toute chose, je souhaiterais revenir sur deux précisions que vous avez souhaité évoquer. Vous m'avez demandé de me prononcer sur les réparations dues aux victimes. Je vous confirme qu'outre la mémoire due aux « disparus », je souhaite que les victimes françaises innocentes de cette guerre, jusqu'à l'indépendance, et je pense tout particulièrement aux victimes du 26 mars, se voient reconnaître la qualité de « morts pour la France » et que leurs noms figurent sur une stèle officielle afin que personne n'oublie ces épisodes douloureux.

Je vous confirme également que la CNAIR, suspendra à ma demande durant la campagne présidentielle l'examen des dossiers, à l'exception de ceux qui appellent une décision positive et qui seront ainsi plus rapidement réglés. Les dossiers qui ont été rejetés lors de la dernière commission seront réexaminés.

Enfin, il n'est pas question que le 19 mars soit une date officielle de commémoration. Il est arrogant de condamner et de mépriser la douleur qui fut la vôtre et celle de vos familles lorsque vous fûtes chassés de vos terres, de vos maisons, et séparés de vos amis. Vous avez tout perdu. Vous avez été victimes d'une histoire et encore victimes d'un mépris.

Pour autant, votre combat ne peut se résumer à une série de mesures techniques.

Votre passé, votre relation avec la France furent douloureux. Je sais avec quelle force vous les avez assumés. Vos vies ont été écorchées. Votre mémoire a été incomprise et parfois souillée par des idéologies plus que par des réalités. Vous avez conservé la dignité et la confiance dans la France. Nous devons aujourd'hui construire ensemble l'avenir, sans repentance, sans réécrire notre histoire avec l'Algérie.

Mon premier engagement est de ne jamais sombrer dans la démagogie de la « repentance ». Vos ancêtres ont traversé la Méditerranée pour servir la France et pour bâtir un monde nouveau. Chacun peut porter sur leur oeuvre le jugement qu'il souhaite. Mais la France doit leur en être et vous en être à jamais reconnaissante. Je le dis clairement ici. Je l'ai dit de la même manière en Algérie. Je le répète, c'est par respect pour vous que je n'accepterai pas que la date officielle de la commémoration des morts de la guerre d'Algérie soit celle d'un cessez-le-feu, qui de surcroît n'a pas été respecté.

C'est pour cela que je tiens tant aux mesures de mémoire évoquées dans ma précédente lettre et sur lesquelles je ne reviens pas. Personne n'a le droit de vous juger et de vous demander de vous repentir de fautes que vos pères n'ont pas commises. Si la France a une dette morale, c'est d'abord envers vous.

Albert Camus écrivait : « j'ai aimé avec passion cette terre où je suis né, j'y ai puisé tout ce que je suis et je n'ai jamais séparé dans mon amitié aucun des hommes qui y vivent, de

quelque race qu'ils soient. Bien que j'aie connu et partagé les misères qui ne lui manquent pas, elle est restée pour moi la terre du bonheur, de l'énergie et de la création. » Ensemble, restons fidèles à ce message.

Mon deuxième engagement est de construire l'amitié avec l'Algérie, pas de négocier des concessions ou renoncements autour d'un traité d'amitié.

La relation qui unit la France et le Maghreb est unique dans le monde. Je sais l'amour que vous portez à cette terre et ses habitants. Vous n'avez pas oublié ses couleurs, ses parfums, sa gaieté. L'Algérie et la France ont deux destins liés.

Il nous faut donc favoriser le développement économique des pays d'Afrique du Nord, tout en défendant nos propres intérêts. Je ne suis pas favorable à un traité d'amitié avec l'Algérie. Mais je tiens à l'amitié franco-algérienne. Les actes comptent plus que les mots. L'Algérie a d'immenses ressources énergétiques. La France maîtrise les technologies de l'électricité nucléaire. Nous devons trouver là les bases d'une coopération équitable. Il s'agit d'aller avec nos partenaires européens vers une véritable Union méditerranéenne où seront progressivement traitées non seulement les questions économiques et commerciales, mais aussi la circulation de personnes, la lutte contre le terrorisme, la protection des libertés, l'entretien des cimetières... Il est évident que ceux qui connaissent l'Algérie pour y avoir vécu et pour lui rester fidèles ont un rôle éminent à jouer dans cette oeuvre immense.

Mon troisième engagement est de régler définitivement la question des réparations. Le dossier de l'indemnisation n'est pas clos. Entre l'ANIFOM qui estime que l'indemnisation couvre 58 % de la valeur des patrimoines et certaines de vos associations qui démontrent que ce n'est que 20 %, il y a un écart qui interdit aujourd'hui toute proposition sérieuse. Je souhaite que nous parvenions à clore votre dossier dans la dignité et le respect. La France a eu raison juridiquement, elle avait tort moralement. Trop de rancoeurs se sont accumulées. Je veux qu'une commission indépendante établisse précisément un état des lieux sur l'ensemble des dossiers qui concernent les rapatriés, notamment sur les taux d'indemnisation, le désendettement, les retraites et toutes les situations spécifiques qui n'ont pas été réglées. J'attends qu'elle nous présente des propositions et un calendrier pour régler ce dossier avant la fin de l'année 2007. Et nous prendrons les mesures dans le cadre du budget pour l'année 2008.

Vous l'avez compris, je veux sortir de la situation où nous sommes depuis trop longtemps, dans laquelle l'État promet constamment de faire un peu plus sans jamais faire tout-à-fait ce qu'il faut, et les rapatriés espèrent à chaque élection ce qui n'arrive jamais ou qui arrive si tard que déceptions et rancoeurs s'en trouvent aiguisées. Je connais votre force de caractère. Vous connaissez la mienne. Ensemble, nous ferons bouger les choses. Je m'y engage. Merci de votre franchise et de votre confiance.

Telle est ma politique pour vous, pour votre dignité et celle de vos familles que vous défendez à juste titre. Ce sera plus qu'un engagement, ce sera un honneur de défendre votre cause.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Nicolas SARKOZY